

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA SEANCE DU 18 octobre 2024  
Délibération n°2024/10**

**Date de la convocation :** L'an Deux Mille Vingt Quatre,  
Le dix-huit octobre,  
**03 octobre 2024**

**Date d'affichage :** A Neuf heures trente, les membres du Comité Syndical du PETR Ternois – 7 Vallées se  
**03 octobre 2024** sont réunis en séance publique, à la Maison du Bois, 34 route d'Hesdin, 62770 Auchy-  
les-Hesdin, après convocation légale en date du trois octobre Deux Mille Vingt Quatre  
sous la Présidence de Monsieur BACHELET Claude, Président.

Présents ou Représentés : Tous les membres en exercice, à l'exception de :  
Monsieur Willy GALLET, Monsieur Benoît HOGUET, Monsieur Franck MAAS,  
Monsieur Olivier ANDRE, Monsieur Jean-François THERET, Monsieur Jim  
DOURLENS, Madame Isabelle QUENEHEM, Madame Jeannie SERGENT,  
Monsieur Benoît THERET, Monsieur Eric VERNUSSE.

Secrétaire de séance : Monsieur Bachelet :

Vu la loi relative à la Solidarité et Renouvellement Urbain « appelée  
SRU » du 13 décembre 2000 créant les Schémas de Cohérence  
Territoriale (SCoT) ;

Vu la loi Climat et résilience du 22 aout 2021 définissant l'objectif de  
Zéro artificialisation nette pour 2050 ;

**Objet de la  
délibération :**  
**Maintien en  
vigueur du SCoT  
du Pays du Ternois**

Vu l'ensemble des articles L.141-1 à L.141-19 du Code de l'urbanisme  
modifiés par l'ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020, relatifs au  
contenu des schémas de cohérence territoriale ;  
Vu la prescription du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays  
du Ternois en fin d'année 2011 ;

Vu la délibération du Conseil syndical du Pays du Ternois arrêtant le  
projet de SCoT en date du 9 juillet 2015 ;

Vu la délibération du Conseil syndical du Pays du Ternois approuvant le  
projet de SCoT en date du 7 avril 2016 ;

Vu la délibération de la Communauté de communes des 7 Vallées portant  
adhésion au syndicat mixte du SCOT du pays du Ternois, se traduisant  
par une extension du périmètre du SCOT initial ;

Vu la délibération du Conseil syndical du PETR Ternois -7 Vallées en  
date du 21 juin 2021 prescrivant l'élaboration du SCoT Ternois -7  
Vallées valant révision du SCoT du Ternois et précision des objectifs  
poursuivis ;

Vu la délibération du Conseil syndical du PETR Ternois -7 Vallées  
approuvant le rapport d'évaluation du SCoT du Pays du Ternois en date  
du 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

Considérant que les travaux relatifs à l'évaluation ont conduit à une analyse approfondie des intérêts mentionnés à l'article L.143-25 du code de l'urbanisme, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace... ;

Considérant que cette évaluation a dressé un bilan du SCoT, réparti en 24 indicateurs sur les thématiques abordées dans les grandes orientations du document d'orientations et d'objectifs (DOO), en les classant en 4 volets thématiques : la démographie et l'habitat, le développement économique et le commerce, les mobilités et les transports, l'environnement et les risques ;

Considérant que le PETR Ternois 7 vallées a engagé une analyse des résultats de l'application du SCOT, largement débattue et de manière régulière par l'assemblée délibérante du PETR, entre décembre 2021 et mars 2022, conformément à l'article L.143-28 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que les analyses issues de cette évaluation ont fait l'objet d'une communication au public via le site internet du PETR ;

Vu le courrier en date du 16 janvier 2024 par lequel le préfet du Pas-de-Calais a informé la Communauté de communes du Ternois de la caducité du SCoT du pays du Ternois, au motif qu'aucune délibération ayant pour objet soit le maintien en vigueur, soit la mise en révision du SCOT n'est intervenue avant le 7 avril 2022 ;

VOTE :  
Pour : 26  
Contre : 0  
Abstention : 0

Vu le recours gracieux du PETR Ternois-7 Vallées et de la Communauté de communes du Ternois en date du 27 février 2024 demandant au préfet du Pas-de-Calais de reconsidérer sa position et par voie de conséquence de retirer sa décision du 16 janvier 2024 ;

Vu l'absence de réponse du préfet ;

Vu la décision implicite de rejet du préfet du Pas-de-Calais rejetant le recours gracieux ;

Vu la requête introductive d'instance de la Communauté de communes du Ternois et du PETR Ternois 7 Vallées demandant au Tribunal Administratif de Lille d'annuler la décision du préfet du Pas-de-Calais du 16 janvier 2024, ainsi que la décision implicite du préfet du Pas-de-Calais rejetant le recours gracieux du 27 février 2024 ;

Considérant en outre que les PLUi sectoriels du Ternois et de l'Auxillois ont été travaillés au regard de leur compatibilité avec le SCoT du Ternois.

Au regard de ce qui précède, il est demandé au Conseil syndical :

- De maintenir en vigueur le SCoT du Pays du Ternois approuvé le 7 avril 2016 et couvrant l'intégralité des 103 communes de la Communauté de communes du Ternois ;
- De poursuivre les travaux relatifs à l'élaboration des PLUi sectoriels du Pernois et de l'Auxilois entrepris depuis 2019, en compatibilité avec le SCoT du Ternois ;
- D'autoriser le Président à prendre toute décision se rapportant à la présente délibération.

**Mention exécutoire :** APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés  
**Oui**

**PREND ACTE :**

Du maintien en vigueur du SCoT du Pays du Ternois

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.  
Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
d'Arras le 24 novembre  
2024 et publication et  
notification du 24  
novembre 2024



Pour extrait certifié conforme,  
Le Président,  
M. BACHELET

